

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DREAL-UID11/66-C3-2025-012**

**portant modification des conditions d'exploitation  
d'une carrière de calcaire exploitée par la société SAS Aude Agregats,  
située au lieu-dit « La Caunette » sur la commune de Lastours (11)**

**Le préfet de l'Aude,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment le livre V, Titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

**Vu** le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2024-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2025-004 confiant la suppléance du poste de secrétaire général de la préfecture de l'Aude, sous-préfet de Carcassonne à M. RÉCIO ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R76-2024-02-16-00001 du 16 février 2024 approuvant le Schéma Régional des Carrières d'Occitanie ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-038 du 1er août 2019 autorisant la SARL AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté lieu-dit « La Caunette » 11600 LASTOURS, à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert sur le territoire de la commune de LASTOURS au lieu-dit « La Caunette » ;

**Vu** le porter à connaissance en date du 7 juillet 2023, complété le 23 janvier 2024, de Monsieur Philippe MAURI agissant en tant que représentant de la SAS AUDE AGREGATS ci-après nommé l'exploitant, en vue de modifier les conditions de réalisation des tirs de mine de la carrière de calcaires exploitée sur le territoire de la commune de LASTOURS ;

**Vu** le dossier déposé à l'appui de la demande ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 mars 2025 ;

**Vu** les observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis le 18 mars 2025 ;

**Considérant** que les modifications des installations portées à connaissance par la société SAS AUDE AGREGATS ne sont pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, au sens du 3° de l'article R.181-46.I, ni ne constituent une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale au sens de 1° du même article ;

**Considérant** que l'étude de minage complémentaire réalisée par la société spécialisée SIMI dans le cadre d'une mission d'assistance technique relative aux travaux à l'explosif mis en œuvre pour l'exploitation de la carrière de la SAS AUDE AGREGATS valide les demandes de modification ;

**Considérant** que la société spécialisée SIMI précise que les modifications proposées garantissent l'absence de mouvement de matériaux côté versant et que l'augmentation de la charge unitaire avec l'extension de la zone 2 sont compatibles avec les contraintes de vibrations sur le versant ;

**Considérant** donc que cette évolution ne constitue pas une modification substantielle selon les critères de l'article R.181-46.I du code de l'environnement, et qu'elle ne nécessite donc pas de nouvelle autorisation au sens de l'article L.181-14 ;

**Considérant** toutefois que l'évolution projetée constitue une modification notable de l'installation autorisée, au sens de l'article R.181-46.II du code de l'environnement ;

**Considérant** que cette modification notable nécessite une adaptation de certaines dispositions de l'autorisation environnementale initiale, dans les formes prévues par l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que ces modifications ne génèrent pas d'impacts supplémentaires et permettent de satisfaire la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** selon l'article L.181-14 que le préfet peut imposer toute prescription nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4, ainsi qu'à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** enfin que l'ampleur de la modification projetée et l'adaptation en conséquence des prescriptions de l'autorisation initiale ne nécessitent pas de recueillir l'avis facultatif de la Commission Départemental de la Nature des Paysages et des Sites visée à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture ;

# ARRETE

## ARTICLE 1 – ABATTAGE A L'EXPLOSIF

L'article 7.9.4 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 2019-038 en date du 1er août 2019 est modifié comme suit :

### Le paragraphe :

« L'exploitation des zones situées en bordure du versant est réalisée de manière successive en commençant

par l'abattage de la zone située au-delà des 50 m, puis de la zone entre 25 et 50 m du bord puis de la zone située entre 10 et 25 m et enfin de la zone située en bordure du versant entre 0 et 10 m.

- Dans la zone comprise entre 0 et 10 m du versant (zone 1), l'exploitation est réalisée au moyen de substances explosives (2 cartouches de 35 mm), la charge unitaire simultanée maximale sera de 1 kg. Pour les deux rangées les plus proches du versant, la charge sera réduite à 0,6 kg au maximum. Une couverture composée par un géotextile sera systématiquement mise en place sur les trois premières lignes les plus proches du versant afin de bloquer les éventuels mouvements de matériaux vers la RD 101. La hauteur du forage sera limitée à 2,2 m de profondeur.
- Dans la zone comprise entre 10 et 25 m du versant (zone 2), l'exploitation est réalisée aux moyens de substances explosives (cartouche de 60 mm de diamètre).

La hauteur de front est limitée à 4 m au maximum, la maille de tir est de 2 m x 2 m, avec un amorçage non électrique en bi-détonation et une charge unitaire instantanée au maximum égale à 3,12 kg. Le front est systématiquement orienté perpendiculairement au versant.

- Dans la zone comprise entre 25 et 50 m du versant (zone 3), l'exploitation est réalisée aux moyens de substances explosives (cartouche de 70 mm de diamètre).

La hauteur du front est limitée à 8 m au maximum, la maille de tir est de 2,8 m x 2,8 m avec un amorçage non électrique en bi-détonation la charge unitaire instantanée est au maximum égale à 12,48 kg et la charge totale maximale par trou de mine égale à 25 kg au maximum.

Le front est systématiquement orienté perpendiculairement au versant.

- Dans la zone au-delà de 50 mètres du versant (zone 4), l'exploitation est réalisée aux moyens de substances explosives. La hauteur de front est limitée à 8 m au maximum la maille de tir est de 3 m x 3 m avec un amorçage simple et une charge unitaire maximale de 31 kg (25 kg d'explosifs en vrac et 6 kg en cartouche) associée à un bourrage de 2,5 m ».

**Est remplacé par :**

« L'exploitation des zones situées en bordure du versant est réalisée de manière successive en commençant par l'abattage de la zone située au-delà des 40 m, puis de la zone entre 20 et 40 m du bord puis de la zone située entre 10 et 20 m et enfin de la zone située en bordure du versant entre 0 et 10 m.

Le chargement des trous de mine est conforme au plan de tir validé.

- Dans la zone comprise entre 0,5 et 10 m du versant (zone 1), l'exploitation est réalisée au moyen de substances explosives selon la technique du microminage.

La charge unitaire simultanée maximale par trou (diamètre 50 mm maximal) est de 1 kg pour la zone comprise entre 4 et 10 m du versant. Pour la zone comprise entre 0,5 et 2,5 m du versant et pour les 2 rangées les plus proches du versant, la charge unitaire simultanée par trou (diamètre 35 mm) est réduite à 0,6 kg au maximum. La hauteur du forage est limitée à 2,5 m de profondeur.

Un merlon de protection de matériaux meubles de 1 à 2 m d'épaisseur est mis en place en bord de versant.

Pour les zones où le merlon de protection ne peut pas être mis en place, la dernière ligne de forage est positionnée à 2 m du bord du versant et une couverture composée par un géotextile est systématiquement mise en place sur les trois premières lignes les plus proches du versant afin de bloquer les éventuels mouvements de matériaux vers la RD 101.

2 tirs d'essais avec rapprochement progressif de la dernière ligne de forages côté versant à 1.0 m du bord du versant puis 0.5 m sont réalisés avec mise en place d'un merlon de protection en partie basse des forages.

- Dans la zone comprise entre 10 et 20 m du versant (zone 2), l'exploitation est réalisée aux moyens de substances explosives (cartouche de 70 mm de diamètre).

La hauteur de front est limitée à 2,5 m au maximum, avec un amorçage non électrique en mono-détonation et une charge unitaire instantanée au maximum égale à 4,2 kg et un seul niveau de charge par trou.

Le front est systématiquement orienté perpendiculairement au versant.

- Dans la zone comprise entre 20 et 40 m du versant (zone 3), l'exploitation est réalisée aux moyens de substances explosives (cartouche de 70 mm de diamètre).

La hauteur du front est limitée à 8 m au maximum, la charge unitaire instantanée est au maximum égale à 12,5 kg et la charge totale maximale par trou égale à 25 kg au maximum avec un amorçage non électrique en bi-détonation.

Le front est systématiquement orienté perpendiculairement au versant.

- Dans la zone au-delà de 40 mètres du versant (zone 4), l'exploitation est réalisée aux moyens

de substances explosives.

La hauteur de front est limitée à 8 m au maximum la maille de tir est de 3 m x 3 m avec un amorçage simple et une charge unitaire maximale de 31 kg (25 kg d'explosifs en vrac et 6 kg en cartouche) par trou associée à un bourrage de 2 m.

Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir ».

## **ARTICLE 2 : VIBRATIONS**

L'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2019-038 en date du 1er août 2019 est complété par les dispositions suivantes :

« Le suivi des vibrations est réalisé sur les points suivants :

- un point fixe de mesure sur le hameau Moulin d'Artigues ;
- un point fixe de mesure sur la crête du versant côté Sud du site ;
- un point fixe de mesure sur la crête du versant côté Nord du site, à proximité de la croix.

L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tout dépassement du seuil de la vitesse particulière, en apportant toutes explications sur les causes de ce dépassement et sur les mesures mises en place pour éviter son renouvellement.

Les appareils de mesure sont étalonnés au moins annuellement.

Toute mesure de vibration fait l'objet d'un rapport mentionnant :

- la date et l'heure du tir ;
- la charge unitaire ;
- le lieu (parcelle position du front) ;
- le numéro de l'enregistreur, sa position et la référence de l'enregistrement ;
- les valeurs des mesures de vibrations dans toutes les directions, des pseudo-fréquences et d'ondes de surpression ;
- la valeur du niveau de la pression acoustique de crête mesurée aux points de suivi proche des habitations ;
- les valeurs limites de vibration ;
- les conclusions relatives à la conformité des mesures réalisées et les éventuelles suites proposées.

Un suivi instrumenté sur site par une société spécialisée dans le domaine de l'utilisation des explosifs est effectué lors de la réalisation des deux premiers tirs réalisés dans la zone de microminage afin de valider les évolutions proposées. Le rapport de ces tirs est envoyé à l'inspection des installations classées.

Les plans de tirs, les plans de foration, les plans de chargement et les résultats des mesures doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Annuellement, l'exploitant transmet un récapitulatif commenté des mesures réalisées ».

## **ARTICLE 3 – FORATION**

La foration doit être réalisée par un engin de foration des trous de mines équipé d'un dispositif de dépoussiérage.

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner en particulier l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (faille, vide, karst, argile...).

#### **ARTICLE 4 : AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de 4 mois.

#### **ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Montpellier) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).



## ARTICLE 6 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le Préfet de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune de LASTOURS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est notifiée au maire de la commune de LASTOURS ainsi qu'à la société SAS AUDE AGREGATS dont le siège social est implanté lieu-dit La Caunette, 11 600 LASTOURS.

Fait à Carcassonne le **02 MAI 2025** ,

Pour le préfet, et par délégation,  
La secrétaire générale empêchée,  
Le sous-préfet chargé de la suppléance



Rémi RÉCIO

